



Conseil de sécurité

Soixante-quatrième année

6191^e séance

Jeudi 24 septembre 2009, à 9 h 15
New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Obama	(États-Unis d'Amérique)
<i>Membres :</i>	Autriche	M. Fischer
	Burkina Faso	M. Compaore
	Chine	M. Hu Jintao
	Costa Rica	M. Arias Sánchez
	Croatie	M. Mesić
	Fédération de Russie	M. Medvedev
	France	M. Sarkozy
	Jamahiriya arabe libyenne	M. Shalgham
	Japon	M. Hatoyama
	Mexique	M. Calderón Hinojosa
	Ouganda	M. Museveni
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Brown
	Turquie	M. Erdoğan
	Viet Nam	M. Nguyen Minh Triet

Ordre du jour

Maintien de la paix et de la sécurité internationales

Non-prolifération et désarmement nucléaires

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506.



La séance est ouverte à 9 h 35.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Maintien de la paix et de la sécurité internationales

Non-prolifération et désarmement nucléaires

Le Président (*parle en anglais*) : Je souhaite une chaleureuse bienvenue aux chefs d'État et de gouvernement, au Secrétaire général, au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, aux ministres et autres représentants présents dans la salle du Conseil de sécurité. Leur présence confirme l'importance de la question à l'examen.

Le sommet du Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Les membres du Conseil sont saisis du document S/2009/473, qui contient le texte d'un projet de résolution élaboré au cours des consultations préalables du Conseil.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2009/463, qui contient une lettre datée du 15 septembre 2009 des États-Unis d'Amérique, transmettant un document de réflexion sur la question à l'examen.

Conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables, le Conseil de sécurité va se prononcer sur le projet de résolution dont il est saisi avant d'entendre les déclarations du Secrétaire général et des membres du Conseil. En conséquence, je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour :

Autriche, Burkina Faso, Chine, Costa Rica, Croatie, France, Japon, Jamahiriya arabe libyenne, Mexique, Fédération de Russie, Turquie, Ouganda, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique, Viet Nam

Le Président (*parle en anglais*) : Le résultat du vote est le suivant : 15 voix pour. Le projet de

résolution est adopté à l'unanimité en tant que résolution 1887 (2009).

Encore une fois, je tiens à remercier toutes les personnes ici présentes et à les saluer. Depuis sa création il y a plus de 60 ans, le Conseil de sécurité n'a tenu que quatre autres séances de cette nature. J'ai demandé la tenue de cette séance afin que nous puissions traiter au plus haut niveau d'une menace fondamentale à la sécurité de tous les peuples et de tous les pays : la propagation et l'utilisation des armes nucléaires.

Comme je l'ai dit hier (voir A/64/PV.3), cette institution a vu le jour à l'aube de l'ère atomique, en partie parce qu'il fallait mettre un frein à la capacité de tuer de l'homme, et bien que nous ayons évité un cauchemar nucléaire pendant la guerre froide, nous sommes confrontés aujourd'hui à une prolifération d'une ampleur et d'une complexité qui exigent de nouvelles stratégies et de nouvelles approches. L'explosion d'une seule arme nucléaire dans une ville – New York, Moscou, Tokyo, Beijing, Londres ou Paris – pourrait faire des centaines de milliers de victimes, et déstabiliserait considérablement notre sécurité, nos économies et notre manière même de vivre. Encore une fois, l'ONU a un rôle central à jouer pour prévenir une telle crise.

La résolution historique que nous venons d'adopter incarne notre attachement commun à l'objectif d'un monde sans armes nucléaires, et elle marque l'accord du Conseil de sécurité sur un cadre général d'action en vue de réduire les dangers nucléaires pendant que nous nous attachons à atteindre cet objectif. Cette résolution reflète la série d'objectifs que j'avais énoncée à Prague, et elle fait fond sur un consensus, à savoir que tous les pays ont droit à une énergie nucléaire pacifique, que les pays dotés d'armes nucléaires ont la responsabilité de s'orienter vers le désarmement et que ceux qui n'en ont pas doivent y renoncer.

Aujourd'hui, le Conseil de sécurité a approuvé un effort mondial visant à séquestrer toutes les matières nucléaires vulnérables d'ici quatre ans. Les États-Unis organiseront un sommet en avril prochain en vue d'accélérer la réalisation de cet objectif et d'aider tous les pays à l'atteindre. Cette résolution permettra également de renforcer les institutions et les initiatives qui luttent contre la contrebande, le financement et le vol de matières propres à la prolifération. Elle appelle tous les États à geler tout avoir financier utilisé à des

fins de prolifération et réclame des garanties plus strictes en vue de minimiser la probabilité que des programmes d'armes nucléaires pacifiques ne soient détournés vers des programmes d'armements.

La résolution que nous avons adoptée aujourd'hui renforcera également le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Nous avons indiqué clairement que le Conseil de sécurité a tout à la fois l'autorité requise pour réagir face aux violations du Traité et la responsabilité de le faire. Nous avons indiqué clairement que le Conseil de sécurité a tout à la fois l'autorité requise pour déterminer si des violations du Traité menacent la paix et la sécurité internationales et la responsabilité d'y répondre. Cela inclut le respect intégral des résolutions du Conseil de sécurité sur l'Iran et la Corée du Nord. Je tiens à dire clairement qu'il ne s'agit pas de pointer du doigt tel ou tel pays. Il s'agit de défendre les droits de tous les pays qui assument leurs responsabilités. Le monde doit rester uni. Nous devons démontrer que le droit international n'est pas une promesse vide de sens et que les traités seront mis en application.

Les 12 prochains mois seront d'une importance absolument critique pour déterminer si cette résolution et tous les efforts que nous déployons pour freiner la propagation et l'utilisation des armes nucléaires seront couronnés de succès. Tous les pays doivent contribuer à ce succès. J'ai promis à l'Amérique que nous chercherons à conclure un nouvel accord avec la Russie en vue de réduire de manière substantielle nos ogives et lanceurs nucléaires. Nous procéderons à la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et ouvrirons la porte à des coupes plus importantes dans notre arsenal. En janvier, nous exhorterons les pays à entamer des négociations sur un traité qui mettra fin à la production de matières fissiles destinées à des armes. La Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en mai renforcera cet accord.

Nous ne nous faisons pas d'illusions quant à la difficulté d'instaurer un monde sans armes nucléaires. Nous savons que les cyniques ne manquent pas et qu'il y aura des revers qui leur donneront raison, mais il y aura aussi des journées comme aujourd'hui qui nous feront aller de l'avant et raconteront une autre histoire, l'histoire d'un monde qui comprend qu'aucune divergence, aucune division ne vaut la peine de détruire tout ce que nous avons édifié et tout ce que nous aimons. Cette prise de conscience peut rapprocher les peuples de nationalités, d'ethnicités et d'idéologies

différentes. Dans mon propre pays, cette reconnaissance a rapproché des dirigeants républicains et démocrates comme George Schultz, Bill Perry, Henry Kissinger et Sam Nunn, qui sont parmi nous ici aujourd'hui. C'est un Président républicain, Ronald Reagan, qui a défini une fois dans les termes les plus catégoriques l'objectif que nous recherchons en disant : « Une guerre nucléaire est impossible à remporter et ne doit jamais être entreprise ».

Et quelque importants que les obstacles puissent paraître, nous ne devons jamais cesser de déployer des efforts pour réduire le nombre des armes de guerre. Nous devons continuer jusqu'au jour où les armes nucléaires auront été bannies de la surface de la Terre. C'est notre tâche. Cela peut être notre destin. Nous sortirons de cette séance forts de la volonté renouvelée de réaliser cet objectif commun.

Conformément à l'accord auxquels les membres du Conseil sont parvenus, je rappelle à tous les orateurs de bien vouloir limiter leurs déclarations à une durée maximale de cinq minutes, afin de permettre au Conseil de mener ses travaux avec diligence. Les délégations ayant de longues déclarations sont invitées à distribuer une copie du texte et à en prononcer une version abrégée dans la salle.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général, S. E. M. Ban Ki-moon.

Le Secrétaire général (parle en anglais) : Le moment est historique : c'est l'occasion de prendre un nouveau départ vers un nouvel avenir. Je souhaite chaleureusement la bienvenue au Président Obama. Nous nous félicitons de son rôle de chef de file.

Il s'agit de la première réunion au sommet du Conseil de sécurité sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires. Je préconise depuis longtemps un rôle plus important du Conseil de sécurité en la matière. C'est l'un des principaux éléments du plan de désarmement nucléaire en cinq points que j'ai annoncé on octobre dernier.

De toute évidence, nous devons agir. Des milliers d'armes nucléaires sont en état d'alerte instantanée. Davantage d'États ont cherché et réussi à s'en doter. Les essais nucléaires se sont poursuivis. Et, chaque jour, nous vivons sous la menace que les armes de destruction massive puissent être volées, vendues ou disparaître. Tant que ces armes existent, le risque de prolifération et d'utilisation catastrophique existe, tout comme la menace du terrorisme nucléaire.

Bien sûr, certains peuvent rejeter l'objectif du désarmement nucléaire comme étant une utopie. Les cyniques disent : « Arrêtez de rêver. Soyez réalistes. » Ils ont tort. Le désarmement nucléaire est la seule voie sensée vers un monde plus sûr. Éliminer les armes elles-mêmes est la meilleure façon d'éliminer le risque de leur utilisation. La Fédération de Russie et les États-Unis donnent l'exemple.

J'encourage le Conseil de sécurité à tirer le meilleur parti de ce moment. Ceci ne doit pas être un événement ponctuel. Nous devons maintenir la dynamique créée.

Premièrement, nous devons trouver de nouveaux moyens de rendre plus transparents et ouverts les programmes d'armement des États reconnus comme étant dotés d'armes nucléaires. Je prie le Conseil d'entamer des consultations sur cette question. Le Secrétariat est prêt à servir de dépositaire.

Deuxièmement, nous devons utiliser au mieux le mécanisme des Nations Unies pour le désarmement. J'espère, par exemple, que la Conférence du désarmement progressera dans le programme de travail qu'elle a adopté cette année, notamment pour ce qui est des négociations sur un traité interdisant la production de matières fissiles. Pour sa part, le Conseil pourrait encourager tous les pays à devenir parties aux traités clefs, s'efforcer d'améliorer l'application des traités, et évaluer la nécessité de conclure de nouveaux accords, y compris une convention relative aux armes nucléaires. Il pourrait aussi réaffirmer fermement la nécessité de l'entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Troisièmement, désarmement et non-prolifération doivent aller de pair. J'encourage les États dotés d'armes nucléaires à envisager de prendre des mesures supplémentaires pour renforcer la sécurité en vue d'une élimination totale de ces armes. Cela pourrait consister, par exemple, à trouver des moyens de parvenir à la vérification efficace du processus de désarmement. Parallèlement, nous devons veiller à ce que l'Agence internationale de l'énergie atomique ait les ressources et l'appui dont elle a besoin pour s'acquitter de ses responsabilités croissantes en matière de garanties.

Depuis trop longtemps, une communauté internationale divisée n'a pas eu la volonté, la vision et la confiance nécessaires pour aller de l'avant. Ensemble, nous avons rêvé d'un monde exempt d'armes nucléaires. Nous devons aujourd'hui agir pour réaliser ce rêve, et ce dès maintenant.

Je félicite le Conseil d'avoir organisé cette réunion au sommet. Je me félicite de l'adoption de la résolution d'aujourd'hui et salue de nouveau le rôle de chef de file joué par le Président Obama. Je m'engage à continuer d'appuyer ces efforts et attends avec intérêt l'organisation de nouvelles réunions sur ces questions vitales ici au Conseil et ailleurs, notamment la décisive Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010. La présente réunion au sommet ouvre véritablement un nouveau chapitre dans l'histoire de ce Conseil. Écrivons maintenant ce nouveau chapitre de paix et de sécurité pour tous.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

J'invite maintenant S. E. M. Óscar Arias Sánchez, Président de la République du Costa Rica, à prendre la parole.

Le Président Arias Sánchez (*parle en espagnol*) : Je me félicite de l'occasion qui m'est donnée de dire quelques mots au sein de ce qui est l'enceinte la plus emblématique de l'ordre international dans l'ère nucléaire. Le Conseil de sécurité est le produit d'un mélange de stupeur et d'espoir, le fruit d'une peur atroce qui nous a donné foi dans un destin de paix pour l'espèce humaine. Cet organe a été fondé sur la promesse que nous pourrions dormir tranquilles après la plus abominable des guerres. La promesse énoncée à l'Article 26 de la Charte des Nations Unies affirme que le Conseil de sécurité favorisera « l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde ».

Cette promesse n'a toujours pas été tenue. Pendant que nous dormions, la mort, elle, était éveillée. Elle veille dans les cales où sont entreposées plus de 23 000 ogives nucléaires, comme 23 000 yeux ouverts attendant un moment d'inattention. Elle est stimulée et aiguillonnée par ceux qui perfectionnent les armes de destruction massive, au lieu de les détruire, et qui, chaque année, consacrent des dizaines de milliards de dollars à la prolifération verticale. Elle est courtisée par les fondamentalistes, les mégalomanes, les radicaux et les populistes, dont le pouvoir est fondé sur la poudre à canon.

Je remercie le Président Barack Obama de l'occasion qui nous est donnée de débattre de la réduction des armements nucléaires dans le monde. Un groupe important de lauréats du prix Nobel de la paix

sont allés encore plus loin et, pendant des années, nous avons plaidé pour l'abolition totale des armes nucléaires, car nous pensons qu'elles vont à l'encontre de l'instinct de survie de toute espèce. Cependant, il ne semble pas plausible de parler de désarmement tant que même les accords existants ne sont pas honorés; tant qu'il existe des pays qui refusent de ratifier le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires; tant que certains dissimulent des données, entreposent des matières fissiles et rejettent les mécanismes de vérification internationaux en s'abritant derrière le rempart de leur souveraineté; tant que des essais nucléaires continuent d'être effectués; tant que ce Conseil de sécurité continue de garder le silence sur des secrets de Polichinelle, comme cela a été le cas avec le réseau clandestin de prolifération de matières nucléaires dirigé impunément, depuis le Pakistan, par Abdoul Qadeer Khan bafouant ouvertement la logique qui sous-tend la résolution 1540 (2004).

Il ne semble pas non plus plausible de pouvoir parler d'un monde plus sûr tant que la prolifération d'autres types d'armes continue d'être reléguée au deuxième plan sur la scène internationale. Ce Conseil ne s'acquiesce pas de sa mission historique chaque fois qu'il ferme les yeux sur la course effrénée aux armements. Le monde dépense chaque jour 3,5 milliards de dollars en armes et en soldats. Chaque année, plus de 42 milliards de dollars d'armes classiques sont vendues à des pays en voie de développement, où des démocraties faibles ou inexistantes sont incapables de répondre aux besoins les plus essentiels de leurs peuples. Même en Amérique latine, qui n'a jamais été aussi pacifique et démocratique, cette année, presque 60 milliards de dollars seront consacrés aux dépenses militaires dans une région où la durée moyenne des études scolaires est de sept années et où la pauvreté touche plus de 200 millions d'habitants.

C'est pour cette raison que je demande que nous approuvions le traité sur le commerce des armes que mon gouvernement a présenté à cette Organisation. Car, s'il est légitime de s'inquiéter de la possibilité que des réseaux terroristes aient accès à une arme nucléaire, il est également légitime de s'inquiéter des fusils, des grenades et des mitraillettes qui leur donnent leur pouvoir. Qui a dit que tuer des milliers de gens d'un seul coup était pire que d'en tuer des milliers tous les jours?

Il y a 20 ans, au cours de mon premier mandat présidentiel, je suis venu en visite à l'ONU. À l'époque, nous parlions d'un monde sans têtes nucléaires, un monde où nous aurions enfin contrôlé l'armement qui alimentait les guerres fratricides. Je reviens aujourd'hui, tel un Rip Van Winkle de l'ère moderne, pour voir que tout a changé, sauf cela. La paix est toujours hors de portée. Les armes nucléaires et conventionnelles existent toujours, malgré nos promesses. Il ne dépend que de nous que, dans 20 ans, nous ne soyons plus réveillés par les mêmes horreurs qui nous empêchent de dormir aujourd'hui.

Je sais fort bien que les plus grands vendeurs d'armes du monde sont représentés ici. Mais aujourd'hui, je parle non pas aux fabricants d'armes mais aux dirigeants de l'humanité, qui ont la responsabilité de faire passer les principes avant leurs intérêts, et de nous promettre un avenir où nous pourrions enfin dormir en paix.

Le Président (*parle en anglais*) : J'invite maintenant S. E. M. Stjepan Mesić, Président de la République de Croatie, à prendre la parole.

Le Président Mesić (*parle en croate; texte anglais fourni par la délégation*) : C'est un grand honneur pour moi de présenter, au nom de la République de Croatie, les vues sur la question qui a été mise à l'ordre du jour de cette séance.

Je saisis cette occasion pour rendre hommage aux États-Unis et pour vous remercier personnellement, Monsieur le Président, de votre initiative d'examiner au sein du Conseil de sécurité la délicate question de la non-prolifération nucléaire.

Si cette séance pouvait nous permettre d'avancer, ne serait-ce que d'un seul pas, vers un monde exempt d'armes nucléaires – un monde que vous, Monsieur le Président, avez déterminé, tel un visionnaire, comme étant l'objectif vers lequel nous devons tendre – alors nous aurons réussi, et ce, je le déclare, même si nous ne nous en rapprochons que d'un seul pas, car le voyage qui nous mènera à un monde exempt d'armes nucléaires n'est pas, ne peut pas être et ne sera ni aisé, ni simple, ni court. Toutefois, cela ne signifie pas que nous devons renoncer ou laisser le découragement guider nos pensées et nos actions, bien au contraire.

Le monde a été confronté aux armes nucléaires il y a 54 ans. Les effets atroces de leur usage ont obligé de commencer à se pencher, presque immédiatement, sur la manière de limiter leur prolifération, ce qui fut

aussi l'objectif d'un ensemble de traités internationaux. Cependant, en dépit de tous ces efforts, nous vivons aujourd'hui dans un monde où il y a une dizaine de puissances nucléaires, reconnues ou non. Je dis délibérément « puissances », car le fait de posséder une seule bombe nucléaire fait du pays qui la possède une puissance, si l'on considère les conséquences de son usage potentiel. Sans parler du fait que le monde actuel est accablé par le fléau du terrorisme international, et de ce que cela signifierait si un groupe terroriste venait à mettre la main sur des armes nucléaires.

Selon mon pays, ce qu'il faut faire ici aujourd'hui, c'est renforcer le rôle de l'ONU, sans la moindre tentative de remplacer les institutions ou enceintes traitant de la non-prolifération, et, de manière conjointe et unanime, en prenant en considération les premiers documents du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, déclarer ce qui suit : il serait souhaitable, d'une part, de déployer de grands efforts pour parvenir tout d'abord à la non-prolifération des armes nucléaires, suivie du désarmement nucléaire. D'autre part, et dans le même temps, il est nécessaire de garantir à chaque pays son droit à l'usage pacifique de l'énergie nucléaire – si nécessaire à l'aide de mesures de contrôle internationales universellement acceptées et encore plus strictes.

Permettez-moi d'être plus précis : nous devons travailler de concert pour affirmer ou établir les principes qui nous aideront à avancer vers un monde exempt d'armes nucléaires, sans nécessairement ouvrir un débat sur telle ou telle question concrète.

Il y a également d'autres choses que nous devons faire. Premièrement, nous devons appuyer, sans réserve aucune, un système multilatéral de traités relatif au contrôle des armes nucléaires et au désarmement nucléaire, qui comprenne une application stricte et une vérification renforcée des obligations contractuelles. Deuxièmement, nous devons appeler tous les membres de l'Organisation mondiale à contribuer aux activités visant à prévenir la violation des traités existants et à renforcer les efforts et ressources consacrés à la non-prolifération.

Les efforts centrés tout d'abord sur la limitation, puis la réduction des armes nucléaires, et enfin sur le désarmement, ont une longue histoire. Néanmoins, un fort et nouvel élan leur a été imprimé depuis que le Président des États-Unis a annoncé que son objectif final était un monde exempt d'armes nucléaires. À la suite de cette déclaration, la tâche qui nous incombe

aujourd'hui est d'envoyer un message au monde, qui nous a autorisés à agir ici, selon lequel il existe une volonté politique de mettre en place une politique garantissant à tous les pays la sécurité sans armes nucléaires.

De cette façon, nous devons répondre également aux efforts durables des participants de la campagne pour un monde exempt d'armes nucléaires, parmi lesquels j'inclus le Secrétaire général, ainsi que des organisations non gouvernementales, la société civile, des chefs politiques actuels et anciens, des parlementaires et, enfin, des universitaires, des syndicats et des étudiants.

Notre objectif est la paix dans la sécurité. Cet objectif ne peut pas être atteint si la menace des armes nucléaires perdure. Les décennies de guerre froide – où, il faut l'admettre, nous avons la paix dans le monde grâce à l'équilibre de la peur, mais pas la sécurité – en sont la meilleure preuve.

La République de Croatie est prête à contribuer autant que possible aux efforts visant à réaliser cet objectif. En tant que membre d'une génération qui a connu la Deuxième guerre mondiale, et qui se souvient de toutes les guerres et crises locales ultérieures qui ont menacé la paix mondiale, je peux simplement ajouter que nous le devons bien aux générations futures. Lorsque nous partirons, tentons de leur léguer un monde meilleur – un monde exempt d'armes nucléaires.

Le Président (*parle en anglais*) : J'invite maintenant S. E. M. Dmitry Anatolyevich Medvedev, Président de la Fédération de Russie, à prendre la parole.

Le Président Medvedev (*parle en russe*) : J'espère que la présente séance du Conseil de sécurité de l'ONU, convoquée à l'initiative du Président des États-Unis, M. Barack Obama, permettra de traiter de nombreux problèmes de la communauté internationale, en premier lieu dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement nucléaires.

Je pense qu'aujourd'hui, il est évident pour tout le monde que les questions de sécurité sont indivisibles et mondiales. La sécurité est affectée non seulement par les situations de conflit dans certaines régions du monde, mais aussi par l'instabilité dans tel ou tel pays. Et si nous voulons que les efforts collectifs de la communauté internationale soient bâtis sur des prévisions objectives et soient efficaces, nous devons

apprendre davantage les uns des autres et discuter ouvertement des problèmes accumulés, en les analysant en détail et en prenant conjointement des décisions réfléchies.

C'est précisément le but de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU que nous venons d'adopter. Les mesures qu'elle contient constituent un programme d'action réaliste pour que la communauté internationale réponde de manière efficace aux menaces communes dans le domaine nucléaire.

La Russie a toujours été un partenaire fiable et prévisible en matière de non-prolifération et de désarmement nucléaires. S'agissant de la limitation des armes stratégiques, la Russie et les États-Unis d'Amérique ont procédé à des réductions sans précédent de leurs arsenaux nucléaires stratégiques, dans le cadre du Traité concernant la limitation des armes stratégiques offensives. Ce faisant, nous avons à maintes reprises déclaré et réaffirmé que nous étions prêts à nous engager à réduire trois fois plus le nombre de véhicules de livraison d'armes stratégiques offensives. Nos propositions ont été mises en avant lors des négociations que nous menons avec les États-Unis, et nous sommes prêts, comme cela a été convenu avec le Président, à continuer d'œuvrer pour relever les défis de la prolifération des missiles; nous espérons que toutes les parties intéressées nous rejoindront dans cet effort.

La séance d'aujourd'hui marque le début d'une période de travail sérieux à grande échelle – travail qui, j'en suis convaincu, améliorera considérablement la situation mondiale. Je me réfère au sommet sur la sécurité nucléaire et à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, prévus l'année prochaine, ainsi qu'à la signature du nouveau traité russo-américain, juridiquement contraignant, sur la réduction et la limitation des armes stratégiques offensives. Nous faisons tout notre possible pour qu'il soit signé d'ici le mois de décembre.

Notre objectif commun principal est de désamorcer les situations problématiques en matière de non-prolifération et de désarmement. C'est naturellement une tâche extrêmement compliquée car le niveau de méfiance entre les nations demeure trop élevé. Elle doit cependant être accomplie.

Je voudrais insister sur le fait que la situation, en ce qui concerne la non-prolifération, évolue moins rapidement que nous ne le voudrions. Les anciennes

menaces, menaces traditionnelles, persistent et de nouvelles menaces apparaissent. L'un des risques les plus sérieux, que viennent de mentionner certains chefs d'État, est de voir des composantes nucléaires tomber entre les mains de terroristes. Je suis convaincu que chacun ici conviendra que le système d'appui actuel doit être modernisé. Nous devons envisager ensemble la manière de l'actualiser et d'améliorer son efficacité.

La question de l'énergie nucléaire pacifique exige une grande attention. Il ne fait aucun doute que les nouvelles centrales nucléaires sont très prometteuses et devraient permettre de résoudre de nombreux problèmes, en particulier ceux des pays en développement, en stimulant la croissance économique de régions entières et en élevant le niveau de vie de millions de personnes à l'échelle de la planète. Cependant, les États qui mettent en œuvre ces programmes doivent strictement respecter les accords de non-prolifération. J'insiste particulièrement sur ce point ici, au Conseil de sécurité.

Quelles sont, selon nous, les priorités en matière de coopération internationale dans ce domaine crucial? Il en existe plusieurs.

Premièrement, il est essentiel d'améliorer, d'actualiser et de renforcer le régime mondial de non-prolifération et de désarmement. Les mécanismes internationaux éprouvés – surtout le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires – continuent de jouer un rôle charnière dans ce domaine. Nous devons également promouvoir et universaliser le régime de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Deuxièmement, nous devons encourager les pays pilotes à signer et ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires aussitôt que possible afin d'en assurer enfin l'entrée en vigueur. C'est très important.

Troisièmement, nous devons faire un usage plus actif des nouveaux mécanismes de non-prolifération, et avant tout de la résolution 1540 (2004), parrainée par la Russie et les États-Unis d'Amérique, sur la non-prolifération des armes de destruction massive; de l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire; et des autres mécanismes.

Il est évident que la solution efficace à beaucoup des problèmes susmentionnés dépendra de la participation intéressée et constructive de tous les parties. Nous espérons que les efforts russo-américains

déployés dans ce domaine seront appuyés par tous les États dotés de l'arme nucléaire. Les États non dotés d'armes nucléaires doivent également honorer leurs obligations dans ce domaine, ce qui contribuerait à créer un climat favorable à une véritable non-prolifération.

Enfin, je tiens à souligner que la Russie est prête à poursuivre activement son action en faveur de la paix sur terre et pour l'avenir de notre civilisation.

Le Président (*parle en anglais*): Je donne maintenant la parole à S. E. M. Felipe Calderón Hinojosa, Président des États-Unis du Mexique.

Le Président Calderón (Mexique) (*parle en espagnol*): Le Mexique salue avec enthousiasme la convocation par les États-Unis d'Amérique de cette séance capitale du Conseil de sécurité sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes de destruction massive. Le Mexique est convaincu que la paix et la sécurité mondiales ne peuvent se construire sur une accumulation d'arsenaux nucléaires. Il est très encourageant que les États-Unis et la Russie, comme nous l'avons entendu, négocient un nouveau traité sur la réduction des armes stratégiques, en particulier parce que les États-Unis et la Russie contrôlent environ 90 % des quelque 25 000 ogives nucléaires existantes. Nous estimons que l'objectif ultime doit être l'élimination totale des armes nucléaires.

Mon pays se félicite également de la décision des États-Unis de reprendre le processus législatif de ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires car cette décision, ainsi que la volonté de revoir les schémas de dissuasion proposés récemment, sont un exemple qui doit encourager d'autres pays à faire de même. Nous saluons également la décision de réexaminer des projets qui ne génèrent que peur et doute au sein de l'humanité.

Nous ne pouvons accepter la paralysie des négociations multilatérales à la Conférence du désarmement. Le temps est venu d'agir. La résolution qui a été négociée ces derniers jours au Conseil, et adoptée à la présente séance, doit être la première étape d'un élan nouveau en faveur du désarmement.

De plus en plus d'États mettent au point des armes nucléaires ou ont la capacité d'en produire, ignorant les aspirations de l'humanité et des pays qui ont créé de vastes zones exemptes d'armes nucléaires, comme en Amérique latine et dans les Caraïbes. La

sécurité de l'ensemble de la planète s'affaiblit à mesure qu'augmente le nombre des détenteurs de telles armes.

Le Mexique appuie le droit de chaque État à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sous la surveillance étroite des organismes internationaux compétents tels que l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui est représentée ici aujourd'hui. Étant donné l'épuisement progressif des combustibles fossiles et leur effet sur le réchauffement climatique, l'énergie nucléaire représente une occasion de développement durable. Toutefois, c'est seulement par l'utilisation exclusivement pacifique de l'énergie nucléaire que nous pourrions faire que ceux qui convoitent l'arme nucléaire abandonnent leurs projets de se la procurer et de l'utiliser.

Il faut ajouter le risque que des groupes terroristes se procurent le matériel et la technologie qui leur permettront de mettre au point des dispositifs nucléaires. Afin d'éviter cela, il est fondamental que tous les États se conforment à la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité. En vue de prouver son engagement en la matière, le Mexique a pris des mesures pour adhérer à certains des régimes internationaux de contrôle des exportations, à commencer par le Groupe des fournisseurs nucléaires. Les États doivent redoubler d'efforts en faveur du désarmement et de la non-prolifération sans cesser de promouvoir l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Bien que le désarmement nucléaire soit le thème central de cette séance du Conseil de sécurité, le Mexique tient à attirer également l'attention sur la prolifération des armes classiques. Chaque jour, le trafic des armes légères et de petit calibre de 1 000 morts et de 3 000 blessés dans le monde. Le Mexique demande instamment aux membres du Conseil de sécurité de rechercher des moyens de freiner ce commerce illégal sans porter préjudice au droit qu'a chaque État d'acheter l'armement nécessaire à sa légitime défense et à la protection de son ordre public et des droits de ses citoyens. Mon pays estime qu'il est urgent que l'ONU négocie un traité sur le commerce des armes.

Le Mexicain Alfonso García Robles, lauréat du prix Nobel de la paix pour avoir été l'architecte et le promoteur de la première zone exempte d'armes nucléaires, en Amérique latine et aux Caraïbes, par l'intermédiaire du Traité de Tlatelolco, a affirmé que nos enfants avaient le droit d'exiger que leurs parents

leur laissent en héritage un monde libéré de la menace nucléaire. Soixante-quatre ans plus tard, nous ne pouvons rejeter cette responsabilité sur la génération à venir. Il est temps d'avancer, non seulement vers la non-prolifération, mais également vers le désarmement nucléaire général et complet. Il n'y a pas d'alternative; c'est le chemin que nous devons prendre.

Le Président (*parle en anglais*): Je donne maintenant la parole à S. E. M. Heinz Fischer, Président de la République d'Autriche.

Le Président Fischer (*parle en anglais*): Aujourd'hui, le Conseil de sécurité exprime son engagement en faveur d'un monde sans armes nucléaires. Depuis plus d'un demi-siècle, cet objectif est poursuivi par des citoyens et des dirigeants politiques qui se sentent concernés dans le monde entier. La communauté internationale a engagé des actions afin de contenir la menace, mais nombreux sont ceux qui s'y sont adaptés, acceptant presque l'ombre du nucléaire comme faisant partie de leur vie. Toutefois, toute complaisance de ce genre est mal fondée; nous sommes arrivés à un tournant de notre route: soit nous poursuivons sur la voie actuelle en espérant que rien ne se passera, soit nous essayons de faire changer les choses. Les historiens jugeront si cette journée constitue un tournant. Cela ne dépendra pas des paroles prononcées mais des actes qui suivront.

En mai 2010, la communauté internationale se réunira à New York pour la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Nous devons y décider ensemble des mesures qui permettront d'avancer en direction d'un monde exempt d'armes nucléaires. Pour l'Autriche, les éléments suivants sont d'une importance primordiale.

Premièrement, la perspective d'un monde exempt d'armes nucléaires doit être un objectif partagé par tous les États. L'Autriche appuie l'idée d'une convention sur les armes nucléaires dotée d'un dispositif de vérification extrêmement élaboré. Pour l'heure, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires demeure la pierre angulaire du régime mondial de désarmement et de non-prolifération nucléaires. Mais pour être pleinement efficace, il doit être consolidé, institutionnalisé et devenir universel.

Deuxièmement, les États dotés de l'arme nucléaire doivent réduire leurs arsenaux. Comme vous l'avez souligné à Prague, Monsieur le Président, « les mots doivent avoir un sens ». Les termes consacrés par

l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires doivent être pris au sérieux. Des avancées ont certes été réalisées mais les États dotés de l'arme nucléaire doivent s'engager davantage.

Troisièmement, nous devons mettre en place un processus en vue de l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. L'Autriche et le Costa Rica, coprésidents de la conférence organisée en application de l'article XIV, n'ont ménagé aucun effort ces deux dernières années pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité. Celle-ci ne sera toutefois possible qu'avec l'engagement politique des États qui doivent encore ratifier le Traité.

Quatrièmement, nous devons permettre à la Conférence du désarmement, à Genève, de négocier le traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. L'Autriche préside actuellement la Conférence et, de ce fait, mettra tout en œuvre pour favoriser la réalisation de cet objectif. Mais aucun progrès ne sera possible sans l'appui de tous les membres.

Cinquièmement, nous devons renforcer nos capacités s'agissant d'empêcher la prolifération de matières nucléaires en direction d'autres États et acteurs non étatiques. La mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité doit être améliorée. L'Autriche se félicite en avance de l'examen approfondi de cette mise en œuvre la semaine prochaine. Nous devons surtout renforcer les capacités de contrôle et de vérification de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et assurer un contrôle strict des exportations de matières et technologies sensibles. Je tiens à cet égard à profiter de sa présence parmi nous pour adresser à M. El Baradei, son Directeur général, mes très sincères remerciements pour l'excellent travail qu'il effectue depuis 12 ans à Vienne à la tête de l'AIEA.

Enfin, sixièmement, nous devons renforcer la confiance. Les zones exemptes d'armes nucléaires contribuent de manière considérable à la stabilité sur le long terme. Un tel régime serait bénéfique à des régions telles que le Moyen-Orient. Il est essentiel de veiller à ce que les mécanismes de contrôle des armements soient utilisés de façon juste et transparente. L'Autriche a proposé la multilatéralisation du cycle du combustible nucléaire sous le contrôle de l'AIEA, ce qui pourrait éviter une crise de confiance semblable à celles rencontrées avec les programmes nucléaires iranien et nord-coréen.

Dans un souci de précision, je voudrais souligner que le paragraphe 11 de la résolution qui vient d'être adoptée fait référence aux pays ayant décidé d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, ce qui n'est pas le cas de l'Autriche.

L'Autriche se félicite de la force du texte de cette résolution, qui contribue de manière positive au processus de désarmement en cours. Mais les résolutions ne suffisent pas. Chaque État doit accepter qu'il a des responsabilités et doit participer activement au processus. L'appui de l'Autriche en la matière est assuré. Le Conseil de sécurité peut également s'appuyer sur l'Union européenne dont la position sur cette question est bien connue, de même que son profond engagement en faveur de la consolidation du système multilatéral. Nous pouvons aussi compter sur la société civile qui, au fil des ans, continue d'être le moteur des efforts de désarmement.

Aujourd'hui, nous avons fixé nos objectifs pour l'avenir. Nous avons à présent besoin de l'énergie, de l'engagement et de la persévérance nécessaires pour aller de l'avant. L'appui des chefs d'État et de gouvernement présents autour de cette table aujourd'hui me rend confiant quant au fait que, tous ensemble, nous pouvons atteindre nos objectifs.

Le Président (*parle en anglais*) : J'invite à présent le Président de la République socialiste du Viet Nam, S. E. M. Nguyen Minh Triet, à prendre la parole.

Le Président Nguyen Minh Triet (*parle en vietnamien; texte anglais fourni par la délégation*) : Le Viet Nam salue l'initiative prise par M. Barack Obama, Président des États-Unis, qui préside le Conseil en septembre 2009, de convoquer ce sommet du Conseil de sécurité sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires.

Le XX^e siècle a vu la naissance des armes nucléaires et leurs effroyables ravages. Ce siècle a également été marqué par une course générale aux armements nucléaires qui a non seulement accru les tensions sur la scène internationale et gaspillé des ressources qui auraient pu être consacrées au développement, mais également exposé le monde entier à une menace d'extermination sans précédent.

Mais c'est aussi au XX^e siècle que l'on a vu un mouvement mondial, composé de très nombreux gouvernements, organisations et individus, exiger l'élimination des armes nucléaires et s'opposer à la guerre nucléaire afin de préserver la paix. Si elles ont

été inventées par l'homme, les armes nucléaires ont toujours, depuis qu'elles existent, constitué une menace pour l'humanité elle-même, qui les a fermement rejetées.

Pourtant, il existe encore un arsenal nucléaire suffisamment puissant pour détruire plusieurs fois toute la planète. La question de la prolifération des armes nucléaires évolue de manière complexe. Le risque que des armes nucléaires tombent entre les mains de groupes terroristes augmente. Au cours des 10 dernières années, les dépenses militaires mondiales ont connu une hausse de 45 % et le budget consacré à l'armement nucléaire a été bien plus considérable que celui alloué aux objectifs du Millénaire pour le développement, dont le but est de prévenir et de réduire, entre autres, la faim, la dégradation de l'environnement, les effets néfastes des changements climatiques et les pandémies qui menacent la vie de milliards d'êtres humains.

Le Viet Nam appuie toutes les initiatives et propositions de la communauté internationale en vue d'un véritable désarmement, y compris celles figurant dans l'exposé de principe du Mouvement des pays non alignés distribué à l'occasion du présent sommet, ainsi que la proposition en cinq points du Secrétaire général, M. Ban Ki-moon. Je saisis cette occasion pour mettre l'accent sur les éléments suivants.

Premièrement, la prévention de la guerre nucléaire et le désarmement nucléaire, en vue de l'élimination totale des armes nucléaires, pèsent au cœur des aspirations et des exigences immédiates de l'humanité. C'est aux États dotés de l'arme nucléaire, aux alliances militaires et aux pays dont les capacités militaires sont les plus importantes qu'en incombe la responsabilité première. Le Viet Nam partage le souhait de la communauté internationale d'élaborer des stratégies bilatérales, multilatérales et unilatérales pour réduire de manière rapide et significative les arsenaux nucléaires et garantir la sécurité des États non dotés d'armes nucléaires face au recours et à la menace du recours aux armes nucléaires. Nous appelons au lancement rapide de négociations sur un accord international de désarmement nucléaire. Les pays disposant des arsenaux nucléaires les plus importants devront y tenir un rôle moteur, car il est urgent de le faire si l'on veut garantir la paix mondiale.

Deuxièmement, il faut accroître l'applicabilité du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui passe notamment par un renforcement du mandat de

l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). L'AIEA est chargée de prévenir les risques de prolifération des armes nucléaires et de garantir la sécurité et la sûreté nucléaires ainsi que l'impartialité et l'égalité entre tous les États, conformément au droit international. Les accords sur les zones exemptes d'armes nucléaires traduisent la volonté des États de réduire le risque de guerre nucléaire et leur droit de le faire. Ils contribuent en outre à la non-prolifération des armes nucléaires. À cette occasion, le Viet Nam exhorte les États à appuyer le Protocole du Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est, entré en vigueur en 1997.

Troisièmement, la promotion de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques doit constituer un pilier essentiel du régime de non-prolifération nucléaire. À cet égard, le Viet Nam propose qu'une conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques soit organisée pour permettre un échange de vues sur des questions telles que la coordination internationale et les mesures à prendre pour promouvoir le développement des politiques, de la science, des technologies et des réglementations permettant de renforcer la sécurité et la sûreté nucléaires.

Le Viet Nam s'est donné pour objectif de s'opposer en tout temps à la guerre et de promouvoir le désarmement en vue de préserver la paix. Cette politique est l'expression des aspirations sincères du peuple vietnamien, qui a toujours recherché la paix mais après les immenses pertes subies à la guerre, aspire vraiment à la paix non seulement pour lui-même mais aussi pour l'humanité. Le Viet Nam est partie à tous les traités internationaux sur l'interdiction des armes de destruction massive et il est hautement apprécié pour le sérieux avec lequel il honore ses engagements, y compris ceux pris au titre des résolutions du Conseil de sécurité.

Le genre humain, qui a inventé les armes nucléaires, a la responsabilité de les éliminer, afin que nous puissions vivre dans un monde pacifique. Le Viet Nam s'engage à mettre tout en œuvre pour contribuer à nos efforts collectifs en vue d'atteindre ce noble objectif.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda.

Le Président Museveni (*parle en anglais*) : Je ne vais pas lire ma déclaration afin de ne pas répéter ce

que les autres dirigeants ont déjà dit. Je vais plutôt développer quatre points.

Premièrement, je remercie le Président Obama d'avoir convoqué cette séance extraordinaire du Conseil de sécurité pour débattre de cette question très importante.

Deuxièmement, il est manifeste que la possession d'armes nucléaires est ce qui motive principalement d'autres pays à chercher à les acquérir. Il n'est pas logique de dire qu'une poignée d'entre nous possède des armes nucléaires et que les autres n'en ont pas le droit. Je me félicite donc vivement d'entendre certains des pays détenteurs d'armes nucléaires nous dire qu'ils ont pour objectif de toutes les éliminer.

Toute action appelle une réaction, qui elle-même suscite une contre-réaction. Nous devons donc nous tourner vers l'histoire afin de voir comment tout a commencé. L'Allemagne a voulu posséder des armes nucléaires afin de pouvoir dominer le monde. Les États-Unis ont battu l'Allemagne et ont été les premiers à acquérir ces armes. Puis, ils s'en sont servis. Ensuite, l'Union soviétique a dû se doter de l'arme nucléaire pour faire contrepoids aux États-Unis; après ce fut au tour de la Chine d'en acquérir elle aussi, et ainsi de suite. Nous voyons donc que la principale cause de la prolifération est bien la possession d'armes nucléaires.

Troisièmement, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) repose sur trois principes qui, à mon avis, sont excellents : la non-prolifération, le désarmement et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Enfin, je voudrais informer le Conseil de sécurité que l'Afrique est intéressée non pas par les armes nucléaires, mais par l'énergie nucléaire. L'intérêt que nous portons à l'énergie nucléaire tient au fait que, ensemble, les fleuves d'Afrique ont une puissance hydroélectrique totale d'environ 300 000 mégawatts. En Afrique, l'on prévoit que la population atteindra 1,3 milliard d'habitants d'ici à 2020. Les États-Unis, avec une population de seulement 300 millions d'habitants, consomment aujourd'hui 1 million de mégawatts, alors que tous les fleuves africains réunis n'ont qu'une capacité potentielle de 300 000 mégawatts. Même en développant tous les sites africains, notre production d'électricité ne serait pas suffisante pour répondre aux besoins de notre population, à moins, bien entendu, qu'il soit scientifiquement prouvé que les Africains n'ont pas

besoin d'électricité. Or, si l'on ne tire pas cette conclusion absurde, il est clair que l'Afrique devra utiliser toutes les sources d'énergie disponibles, y compris l'énergie nucléaire.

Certains parlent de l'énergie solaire. Mais un kilowatt d'énergie solaire coûte actuellement environ 40 centimes de dollar, alors qu'un kilowatt d'énergie nucléaire ou hydroélectrique ne coûte lui qu'environ cinq à six centimes. L'énergie nucléaire revêt par conséquent un grand intérêt pour l'Afrique.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Hu Jintao, Président de la République populaire de Chine.

Le Président Hu Jintao (*parle en chinois*) : Le contexte international actuel en matière de sécurité est à la fois complexe et fluctuant. La prolifération nucléaire reste une question pressante et le désarmement nucléaire une tâche longue et ardue.

Pour parvenir à un monde plus sûr pour tous, nous devons avant tout éliminer la menace de la guerre nucléaire. Je voudrais proposer à cet égard que nous fournissions des efforts dans les cinq domaines suivants.

Premièrement, nous devons maintenir l'équilibre stratégique mondial et la stabilité et promouvoir vigoureusement le désarmement nucléaire. Tous les États dotés de l'arme nucléaire doivent, de bonne foi, s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et s'engager publiquement à ne pas chercher à posséder éternellement des armes nucléaires. Les pays ayant les plus grands arsenaux nucléaires doivent continuer de montrer l'exemple en procédant à des réductions massives et substantielles de leurs armements nucléaires.

Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires doit entrer en vigueur rapidement, et les négociations sur le traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles doivent commencer le plus tôt possible. Le moment venu, d'autres États dotés de l'arme nucléaire devraient également participer aux négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire. Pour atteindre l'objectif ultime du désarmement nucléaire général et complet, la communauté internationale devra mettre au point, en temps opportun, un plan viable et à long terme, appliqué par étapes, et comprenant notamment la

conclusion d'une convention sur l'interdiction complète des armes nucléaires.

Deuxièmement, la communauté internationale doit abandonner la politique de dissuasion nucléaire qui est basée sur l'utilisation en premier de l'arme nucléaire et prendre des mesures crédibles pour réduire la menace que représentent les armes nucléaires. Tous les États dotés de l'arme nucléaire doivent s'engager fermement et sans condition à ne pas utiliser ou menacer d'utiliser des armes nucléaires contre des États ne possédant pas l'arme nucléaire ou contre des zones exemptes d'armes nucléaires, et adopter un instrument international juridiquement contraignant à cet égard. Dans l'intervalle, les États dotés de l'arme nucléaire doivent négocier et conclure un traité sur le non-recours en premier aux armes nucléaires.

Troisièmement, nous devons consolider le régime international de non-prolifération nucléaire et empêcher la prolifération des armes nucléaires. Tous les pays doivent adhérer au TNP et faire des efforts sincères pour préserver et asseoir son autorité et son efficacité. Le rôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en matière de garanties doit être renforcé. Tous les pays doivent respecter strictement les obligations en matière de non-prolifération, éviter d'appliquer une politique de deux poids, deux mesures, et resserrer et améliorer les contrôles des exportations pour empêcher la prolifération.

Quatrièmement, le droit de tous les pays à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire doit être pleinement respecté et une coopération internationale active doit être mise en place à cet égard. Les pays développés doivent aider activement les pays en développement à exploiter et à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. L'AIEA doit accroître ses efforts pour promouvoir la coopération et l'assistance techniques dans les domaines de l'énergie nucléaire, de la sûreté et de la sécurité nucléaires et des applications de la technologie nucléaire.

Cinquièmement, la communauté internationale doit prendre des mesures vigoureuses pour renforcer la sécurité nucléaire et réduire les risques liés au nucléaire. Les pays doivent respecter scrupuleusement tous les instruments juridiques internationaux régissant la sécurité nucléaire, prendre des mesures crédibles pour garantir la sécurité de leurs installations et de leurs matières nucléaires et empêcher, par des moyens efficaces, le détournement des matières nucléaires. La

communauté internationale doit coopérer plus étroitement pour lutter ensemble contre le terrorisme nucléaire.

La Chine a toujours préconisé l'interdiction totale et la destruction complète des armes nucléaires. Je tiens à saisir cette occasion pour réaffirmer solennellement que la Chine poursuit fermement une stratégie nucléaire de légitime défense. Nous avons adopté la politique de non-recours à l'arme nucléaire en premier à aucun moment et en aucune circonstance. De plus, nous nous sommes clairement et inconditionnellement engagés à ne pas utiliser ni menacer d'utiliser l'arme nucléaire contre des pays non dotés de l'arme nucléaire ou des zones exemptes d'armes nucléaires. La Chine ne participe à aucune forme de course aux armements nucléaires. Nous continuerons à maintenir nos capacités nucléaires au plus bas niveau nécessaire pour la sécurité nationale et à faire des efforts en vue de promouvoir le processus de désarmement nucléaire international. La Chine continuera à jouer un rôle constructif afin de faire respecter le régime international de non-prolifération nucléaire.

Le Président (*parle en anglais*) : J'invite maintenant S. E. M. Nicolas Sarkozy, Président de la République française, à prendre la parole.

Le Président Sarkozy : Monsieur le Président, la France soutient pleinement votre initiative de cette réunion, et les efforts que vous avez engagés avec la Russie pour réduire les arsenaux nucléaires. Mais parlons-nous franchement. Nous sommes ici pour garantir la paix. Nous avons raison de parler de l'avenir. Mais avant l'avenir, il y a le présent. Et le présent, c'est deux crises nucléaire majeures. Les peuples du monde entier écoutent ce que nous sommes en train de dire. Nos promesses, nos engagements, nos discours. Mais nous vivons dans un monde réel, pas dans un monde virtuel.

Nous disons, il faut réduire. Et le Président Obama a même dit : « Je rêve d'un monde où il n'y en aurait plus. » Et sous nos yeux, deux pays font exactement le contraire, en ce moment. L'Iran a violé depuis 2005 cinq résolutions du Conseil de sécurité. Cinq. Depuis 2005, la communauté internationale a appelé l'Iran pour le dialogue. Une proposition de dialogue en 2005, une proposition de dialogue en 2006, une proposition de dialogue en 2007, une proposition de dialogue en 2008, et une nouvelle en avril 2009. Monsieur le Président Obama, je soutiens la main

tendue des Américains. Qu'a amené à la communauté internationale ces propositions de dialogue? Rien. Plus d'uranium enrichi, plus de centrifugeuses, et de surcroît, *last but not least*, une déclaration des dirigeants iraniens proposant de rayer de la carte un Membre de l'Organisation des Nations Unies. Que faisons-nous? Quelle conclusion tirons-nous? Il y a un moment où les faits sont têtus, et il faudra prendre des décisions. Si nous voulons un monde sans armes nucléaires à l'arrivée, n'acceptons pas la violation des règles internationales. Je comprends parfaitement les positions différentes des uns et des autres. Mais tous nous pouvons être menacés un jour – tous – par un voisin qui se doterait de l'arme nucléaire.

Deuxièmement, la Corée du Nord. Alors là, c'est encore mieux. Ils violent toutes les délibérations du Conseil de sécurité depuis 1993. Ils ne tiennent aucun compte de ce que dit la communauté internationale. Aucun. Mieux, ils continuent des essais balistiques. Comment l'accepter? Quelle conclusion tirons-nous? Je dis qu'à un moment là aussi, tous, quelles que soient nos positions par ailleurs, nous devons nous mettre ensemble pour prendre des sanctions et que les décisions du Conseil de sécurité et des Nations Unies soient suivies d'effets.

Enfin, je partage l'avis du Président de l'Ouganda comme du Président chinois sur l'accès au nucléaire civil. Et nous, les puissances nucléaires, nous devons accepter des transferts de technologies pour que tout le monde puisse avoir accès à cette énergie propre. J'ajoute que ça permettra d'éviter l'amalgame de ceux qui prétendent faire de la recherche nucléaire dans un but civil alors qu'ils le font dans un but militaire.

Voilà Mesdames, Messieurs, mes chers collègues, ce que je crois, en soutenant totalement ce qui a été décidé dans la résolution et totalement l'initiative du Président Obama. Ce que je crois, c'est qu'en ayant le courage d'affirmer des sanctions ensemble contre des pays qui violent les résolutions du Conseil de sécurité, nous donnerons de la crédibilité à notre engagement pour un monde, à l'avenir, avec moins d'armes nucléaires, et peut-être un jour, sans armes nucléaires.

Le Président (*parle en anglais*) : J'invite maintenant S. E. M. Blaise Compaoré, le Président du Burkina Faso, à prendre la parole.

Le Président Compaoré : La session du Conseil de sécurité traite aujourd'hui d'un thème majeur au regard des défis actuels en matière de non-prolifération et de désarmement nucléaires. Cette rencontre est

opportune car les risques potentiels de destruction de la planète sont énormes et multiformes. C'est pourquoi je vous exprime, Monsieur le Président, ainsi qu'à l'ensemble de la délégation des États-Unis, ma reconnaissance pour avoir pris l'initiative de ce débat.

La sécurité internationale exige l'arrêt des essais et la suppression de tous les arsenaux nucléaires. À cet égard, le Burkina Faso en appelle au respect strict du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Les effets dévastateurs irréversibles de l'arme nucléaire devraient constituer une source supplémentaire de motivation pour tous.

La sécurité collective implique le respect par tous, des normes internationales, des valeurs de justice et d'équité. Elle appelle également une profonde réflexion sur les questions suivantes : Comment persuader les États de renoncer à l'acquisition des armes de destruction massive au moment où des programmes nucléaires sont développés et des essais effectués par d'autres pays? Comment envisager un programme nucléaire civil sans susciter la méfiance et la suspicion? Comment empêcher que les matières nucléaires ne tombent dans des mains indelicates et irresponsables? La détention et le trafic illicite des armes nucléaires, biologiques ou chimiques par des entités non étatiques ou groupes terroristes constituent en effet une réelle menace pour l'humanité tout entière.

C'est pourquoi il importe de conjuguer et d'intensifier nos efforts afin d'assurer la mise en œuvre effective des mesures prises pour lutter contre ce fléau. À l'évidence, notre responsabilité collective est engagée, et nous devons pleinement l'assumer avec courage et persévérance. La mobilisation de tous les États, des organisations régionales et sous-régionales, de la société civile et des leaders d'opinion est indispensable. L'application juste, transparente et responsable des résolutions contribuera à réduire les antagonismes, les tensions et surtout à restaurer la confiance entre toutes les nations. De même, un usage plus rationnel des instruments et mécanismes que constituent notamment le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et la Conférence du désarmement facilitera la sécurisation de la planète.

Monsieur le Président, votre attachement à l'édification d'un monde débarrassé des dangers nucléaires ainsi que la dynamique engagée entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie représentent des gages de succès pour les négociations

en cours sur la réduction des arsenaux nucléaires des deux pays.

La création de l'Agence internationale de l'énergie atomique répondait au besoin de préserver le monde de l'utilisation néfaste de l'atome et de tirer profit de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Plus que jamais, nous devons nous y investir, soutenir l'Agence et faire de l'énergie nucléaire civile, à laquelle tous les États ont droit, un instrument efficace de développement. C'est cette volonté qui justifie l'adoption en 1996 du Traité de Pelindaba, instituant une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique. Dans un contexte de crise énergétique, la chance devrait être donnée aux États africains d'accéder à l'énergie nucléaire à des fins civiles.

La question de la non-prolifération et du désarmement nucléaires est au cœur de la problématique du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le Conseil de sécurité y a un rôle particulier à jouer. En conformité avec la Charte des Nations Unies, il doit l'assumer avec objectivité et efficacité.

Monsieur le Président, connaissant la force de vos convictions, votre engagement personnel en faveur du multilatéralisme, vos opinions et vos initiatives courageuses sur la problématique du désarmement, je demeure convaincu que vous saurez assumer le leadership nécessaire pour la mise en œuvre des conclusions de nos travaux. Je puis vous assurer à cet égard de la pleine coopération du Burkina Faso.

Le Président (*parle en anglais*) : J'invite maintenant S. E. M. Gordon Brown, Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, à prendre la parole.

M. Brown (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Avec l'accord unanime auquel nous sommes parvenus aujourd'hui, sous l'impulsion du Président Obama, et avec les discours capitaux prononcés autour de cette table, nous envoyons en ce jour au monde entier un message unifié et sans équivoque, à savoir qu'ensemble, dirigeants des États dotés de l'arme nucléaire comme des États non dotés d'armes nucléaires, nous sommes déterminés à créer les conditions propices à un monde exempt d'armes nucléaires.

La séance d'aujourd'hui témoigne également de la prise de conscience de l'importance décisive de l'heure. Nous sommes confrontés aux dangers d'une

ère nouvelle et dangereuse où de nouveaux États, et peut être même des acteurs on étatiques, possèdent l'arme nucléaire. Ainsi, alors que nous nous préparons pour le sommet prévu l'année prochaine à Washington et pour la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires – grâce, je suis heureux de pouvoir le dire, aux conseils que nous avons reçus des grands hommes d'État présents parmi nous aujourd'hui, M. Schultz, M. Perry, M. Kissinger et M. Nunn, ainsi que de tous les pays assis autour de cette table – je crois que nous devons être prêts à agir maintenant afin de renouveler et d'actualiser le marché conclu au niveau mondial, qui est au cœur du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Par ce marché, nous affirmons les droits et les responsabilités des pays qui renoncent aux armes nucléaires, et nous imposons en échange de lourdes responsabilités aux États dotés de l'arme nucléaire.

Il y a, je crois, trois éléments à considérer pour le renouvellement du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Premièrement, nous devons dire clairement que l'énergie nucléaire civile reste un aspect essentiel de toute solution aux problèmes de changements climatiques et de sécurité énergétique, qu'il faut donc donner un accès plus important à cette énergie bon marché, sûre et fiable et que, comme l'ont dit les pays africains aujourd'hui, nous devons être prêts à permettre aux États non dotés d'armes nucléaires d'accéder à l'énergie nucléaire civile.

En même temps, je crois que la communauté internationale doit être tout à fait sûre de pouvoir disposer de mécanismes efficaces de contrôle multilatéral de l'intégralité du cycle du combustible, en protégeant les matières fissiles et en prévenant la prolifération grâce à des sanctions strictes et immédiates imposées à ceux qui ne respectent pas les règles. Notre pays a récemment proposé un ensemble de suggestions sur la façon dont cela pourrait être fait et sur la façon dont nous pourrions mettre en place un nouveau partenariat entre le monde de l'industrie, les milieux universitaires et les gouvernements afin de régler les problèmes techniques et politiques dans ce domaine. J'espère que d'autres se joindront à nous dans cette tâche.

Deuxièmement, en même temps que nous permettrons aux États non dotés d'armes nucléaires d'accéder à l'énergie nucléaire civile, nous devons renforcer le régime de non-prolifération, car un accès accru à l'énergie nucléaire civile ne doit pas signifier un risque accru de nouvelle prolifération des armes

nucléaires. Je crois que la leçon de ces derniers mois, c'est que nous ne pouvons pas rester passifs lorsque l'Iran et la Corée du Nord rejettent les perspectives offertes par l'énergie nucléaire civile en choisissant, au contraire, de mettre au point des armes nucléaires, et de menacer ainsi la paix et la sécurité régionales.

Je crois qu'aujourd'hui nous devons indiquer clairement quelles sont les limites à ne pas dépasser. La communauté internationale ne doit pas laisser les actions de l'Iran l'empêcher de s'acheminer vers une époque plus pacifique. Et, alors que les preuves s'accumulent que l'Iran viole les accords internationaux, nous devons, ensemble, envisager des sanctions bien plus sévères. Je crois qu'à l'avenir, c'est à ceux qui violent le Traité de non-prolifération qu'incombera la charge de la preuve, et nous devons doter l'Agence internationale de l'énergie atomique des ressources dont elle a besoin pour s'acquitter de ses responsabilités.

J'espère que nous pourrions également faire davantage de progrès en ce qui concerne l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ainsi que le traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Et nous devons prendre des mesures collectives en vue de renforcer la sécurité nucléaire au niveau mondial pour veiller à ce que des groupes terroristes n'aient pas accès à des matières nucléaires. Je me félicite particulièrement de l'initiative prise par le Président Obama de tenir un sommet sur la sécurité nucléaire l'année prochaine. Aujourd'hui, le Royaume-Uni a déposé auprès de l'ONU son instrument de ratification de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, et j'espère que d'autres pays feront de même.

Mais ces futures négociations s'accompagnent d'une troisième obligation : les États dotés de l'arme nucléaire doivent s'attaquer activement au désarmement en établissant une feuille de route crédible qui inspirera confiance aux États non dotés d'armes nucléaires. Nous devons nous engager à rendre irréversibles les mesures que nous avons déjà prises sur le désarmement; nous devons définir ensemble les prochaines étapes à suivre sur la voie de l'élimination des armes nucléaires. La crédibilité est le maître mot, et l'Agence internationale de l'énergie atomique procède d'ores et déjà à des inspections détaillées. Nous devons être plus transparents si nous souhaitons réduire, vite et de manière vérifiable, les stocks d'armes nucléaires au niveau mondial.

Le Royaume-Uni a déjà pris des mesures importantes sur la voie du désarmement en réduisant de 75 % la puissance explosive de ses stocks. La France aussi a fait des progrès importants. Et bien sûr, les États-Unis et la Russie ont bien avancé dans la négociation d'un nouveau traité sur les armes stratégiques offensives. Le plan actuel de réduction des stocks d'ogives à moins de 1 500 unités doit, selon nous, être suivi de nouvelles réductions de tous les types d'armes nucléaires. Nous croyons donc qu'il faut élargir les pourparlers à tous les autres pays. La Grande-Bretagne est résolue à jouer pleinement son rôle, en incluant sa force de dissuasion dans les négociations globales.

Nous sommes prêts à participer et à agir. Je m'engage aujourd'hui à ce que le Royaume-Uni ne conserve que le minimum crédible de capacité de dissuasion. Comme preuve de cette promesse, je peux dire qu'aujourd'hui, sous réserve d'une analyse technique et des progrès des négociations multilatérales, mon objectif est que, lorsque la prochaine classe de sous-marins entrera en service vers le milieu des années 2020, notre flotte passe de quatre vaisseaux à trois. J'ai donc ordonné à notre Comité de la sécurité nationale de me faire rapport avant la fin de cette année.

La présente conférence témoigne du tournant où nous nous trouvons. Les choix faits par chaque pays décideront si notre avenir sera placé sous le signe de la course aux armements ou de la maîtrise des armements. Mais si nous relevons ce défi, notre génération – qui n'a connu que trop souvent les horreurs des conflits et les périls de la prolifération – restera dans les mémoires non pas pour les années de tension qu'elle a connues, mais pour ses années de progrès. La postérité se souviendra de ce jour qui nous vit unis pour assurer l'avenir des générations futures.

Le Président (*parle en anglais*): J'invite à présent S. E. M. Yukio Hatoyama, Premier Ministre du Japon, à prendre la parole.

M. Hatoyama (Japon) (*parle en anglais*): Je voudrais d'emblée exprimer toute ma gratitude au Président Obama pour son initiative opportune de tenir cette séance.

Les 6 et 9 août de cette année, je me suis rendu à Hiroshima et à Nagasaki, et j'ai parlé avec des survivants de la bombe atomique et leurs descendants des deuxième et troisième générations. Ma gorge se serre encore à la pensée que deux bombes atomiques

seulement ont fait plus de 200 000 morts, et lorsque je vois des personnes qui souffrent encore des séquelles des radiations plus de 60 ans après les bombardements. Je tiens à encourager tous les dirigeants du monde à se rendre à Hiroshima et Nagasaki et à voir de leurs propres yeux la cruauté des armes nucléaires.

Pour des raisons historiques, le Japon a décidé de ne pas se doter d'armes nucléaires, même après avoir terminé sa reconstruction après la guerre. En 1970, le Japon a signé le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et l'a ratifié six ans plus tard. En 1996, le Japon a signé le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) et l'a ratifié l'année suivante.

Pourquoi le Japon a-t-il décidé de suivre la voie du non-nucléaire alors qu'il a le potentiel de développer des armes nucléaires? Le Japon est le seul pays au monde qui a été victime de bombardements atomiques. Cependant, le Japon a choisi cette voie pour essayer de briser le cercle vicieux de la course aux armements nucléaires. Le Japon a fait ce choix car, en tant que seule victime de bombardements nucléaires, il estimait qu'il avait le devoir moral de le faire.

Chaque fois que des pays voisins prennent des mesures supplémentaires pour développer des armes nucléaires, certains pensent que le Japon pourrait choisir l'option nucléaire. C'est seulement parce qu'ils ne comprennent pas notre ferme détermination à ne pas nous doter d'armes nucléaires et à nous acquitter de nos responsabilités en tant qu'État ayant été victime de bombardements nucléaires.

Je renouvelle ici le ferme attachement du Japon aux trois principes de la non-nucléarisation. Cependant, il ne suffit pas que le Japon renonce simplement à la possession d'armes nucléaires. Malgré notre souhait que les armes nucléaires soient éliminées, les États dotés d'armes nucléaires possèdent toujours un arsenal nucléaire important et le monde est toujours sous la menace de la prolifération nucléaire.

Les efforts déployés pour lutter contre la prolifération nucléaire sont parvenus à un moment crucial et font face à des défis tels que la question nucléaire de la République populaire démocratique de Corée et de l'Iran et le risque que des terroristes mettent la main sur des matières ou des technologies nucléaires. Telle est la dure réalité. Par conséquent, le Japon souhaite jouer un rôle de chef de file dans les efforts visant à éliminer les armes nucléaires.

La vision d'un monde exempt d'armes nucléaires proposé par le Président Obama en avril a encouragé et inspiré les gens dans le monde entier. Le moment est venu pour nous d'agir.

Premièrement, le Japon demande aux pays dotés d'armes nucléaires de réduire leurs arsenaux nucléaires. Des progrès réalisés dans le domaine de la transparence et de la communication d'informations permettront d'accroître la confiance, créant ainsi un cercle vertueux favorisant un désarmement nucléaire plus complet. La création d'une zone exempte d'armes nucléaires lorsqu'elle est coordonnée par les cinq États dotés d'armes nucléaires, les cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité, et les États non dotés d'armes nucléaires dans la région, contribuerait également au désarmement et à la non-prolifération nucléaires et, par conséquent, à la paix et à la sécurité mondiales et régionales, comme cela est indiqué dans la résolution d'aujourd'hui.

Deuxièmement, le Japon encourage vivement l'entrée en vigueur rapide du TICE et le commencement immédiat de négociations sur un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Je me souviens qu'un bateau de pêche japonais baptisé « Daigo Fukuryū Maru » a été le témoin d'un essai d'une bombe à hydrogène dans l'atoll de Bikini dans le Pacifique Sud le 1^{er} mars 1954. Geler les capacités des puissances nucléaires de produire des armes nucléaires grâce à un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles contribuerait aussi bien au désarmement nucléaire qu'à la non-prolifération. Il est également indispensable que le régime du TNP soit plus équitable et plus universel. Nous n'avons pas de temps à perdre.

Troisièmement, le Japon lui-même mènera une activité diplomatique intense pour prendre la tête des efforts internationaux en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires. Par exemple, le Japon présentera un projet de résolution sur le désarmement nucléaire, appuiera les activités de la Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires coprésidée par M^{me} Kawaguchi, du Japon, et M. Evans, de l'Australie, et appuiera les efforts déployés pour renforcer les connaissances, les compétences et les ressources de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Je tiens à exprimer mon respect pour le rôle joué par le Directeur général de l'AIEA, M. ElBaradei. Je tiens également à dire que le futur Directeur général,

l'Ambassadeur Amano, jouit de notre confiance et de notre appui.

Quatrièmement, le Japon réagira de façon résolue aux activités de prolifération nucléaire. Le développement nucléaire de la République populaire démocratique de Corée constitue une grave menace pour la paix et la sécurité du Japon et de la communauté internationale et ne saurait être toléré. Le Japon prendra les mesures nécessaires pour mettre en œuvre la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité de manière plus efficace. Le Japon est également préoccupé par la question nucléaire de l'Iran. À cet égard, le Conseil de sécurité joue un rôle de plus en plus important, et le Japon demande le renforcement du Conseil. Par ailleurs, le Japon participera au sommet sur la sécurité nucléaire qui aura lieu l'année prochaine.

Cinquièmement, comme cela est indiqué dans la résolution adoptée aujourd'hui, il est nécessaire de réduire les risques de prolifération pour répondre aux normes internationales les plus élevées en matière de garanties nucléaires, de sécurité et de sûreté lorsque l'énergie nucléaire est utilisée à des fins pacifiques.

La période précédant la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en mai prochain sera de la plus haute importance car elle mettra à l'épreuve la capacité de la communauté internationale de prendre des mesures pragmatiques pour parvenir au désarmement et à la non-prolifération nucléaires. Tous les pays, dotés ou non d'armes nucléaires, ont la responsabilité d'agir en faveur du désarmement et de la non-prolifération nucléaires.

Le Président (*parle en anglais*) : J'invite maintenant S. E. M. Recep Tayyip Erdoğan, Premier Ministre de la République turque, à prendre la parole.

M. Erdoğan (Turquie) (*parle en turc; texte anglais fourni par la délégation*) : C'est un grand plaisir pour moi d'être ici aujourd'hui. Je tiens tout d'abord à remercier sincèrement le Président Obama pour l'initiative qu'il a prise d'organiser cette réunion au sommet du Conseil de sécurité sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires, ainsi que sur la sûreté et la sécurité nucléaires. Cette réunion au sommet nous donne l'occasion de débattre de ces questions, qui exigent l'attention du monde entier et une attention au plus haut niveau. À cet égard, la présente réunion est tout à fait pertinente et tombe à point nommé. Nous avons une responsabilité collective vis-à-vis de l'humanité en la matière.

Il y a 40 ans, lorsque la menace de la destruction nucléaire planait sur le destin de l'humanité bien plus qu'aujourd'hui, les dirigeants du monde se sont réunis et ont rédigé le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), qui est, sans aucun doute, l'un des traités les plus importants du XX^e siècle. Ce Traité est important car il reflète le désir universel et fondamental de paix et de sécurité de l'humanité. Et, aujourd'hui, il est tout aussi pertinent et indispensable qu'il y a 40 ans avec ses trois piliers qui se renforcent mutuellement : la non-prolifération, le désarmement nucléaire – désarmement général et complet – et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Au fil des années, beaucoup a été accompli en ce sens. Il demeure néanmoins nécessaire de renforcer l'intégrité et la crédibilité du régime du TNP. La réunion d'aujourd'hui est donc une occasion importante de démontrer que nous sommes prêts à réaliser ces objectifs et que nous prenons fermement en main ce processus au niveau mondial. Je pense que cela imprimera une nouvelle dynamique aux efforts de la communauté internationale et débouchera sur de nouvelles initiatives avant la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP de l'année prochaine.

Il est nécessaire d'adopter une approche progressive et soutenue vis-à-vis du désarmement nucléaire. À cet égard, l'engagement sans équivoque des cinq États dotés de l'arme nucléaire de parvenir à l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires est par conséquent l'une des plus grandes réalisations du Traité de non-prolifération (TNP). Cette responsabilité doit à présent être honorée, et se fonder sur l'article VI du Traité ainsi que sur les 13 mesures concrètes de désarmement nucléaire convenues en 2000. C'est dans ce contexte que nous accueillons chaleureusement et encourageons les efforts visant à remplacer les Pourparlers sur la réduction des armes stratégiques (START) par un nouvel instrument juridiquement contraignant.

Des progrès irréversibles dans le désarmement nucléaire permettront également de renforcer les deux autres piliers du TNP. En particulier, il est important que la non-prolifération nucléaire aille de pair avec les efforts de désarmement nucléaire. Cela devrait inclure l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, le début des négociations sur le traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles lors de la Conférence du désarmement, ainsi que la promotion du rôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), en tant que seul organe

multilatéral voué à faire progresser l'utilisation sûre et pacifique de la technologie nucléaire.

D'autre part, la Turquie pense que les pays qui respectent entièrement leurs obligations de garantie devraient avoir un accès sans entrave à la technologie nucléaire civile, comme le stipule le TNP. Nous pensons qu'à l'heure actuelle, le fait de disposer d'armes de destruction massive n'apportera aucune sécurité ou sûreté supplémentaires à quelque pays que ce soit. Bien au contraire, ces armes mettent en danger la paix et la stabilité. C'est pour cette raison que la Turquie pense qu'il est très important de disposer de zones dénucléarisées, en commençant par le Moyen-Orient, et nous continuons d'appuyer ce type d'activités dans toutes les régions, notamment au Moyen-Orient.

Il est également très important que la sûreté des ressources nucléaires reste une question prioritaire pour la communauté internationale. Il ne fait aucun doute que la confiance dans les ressources nucléaires sera toujours importante. Mais d'autre part, le terrorisme nucléaire et le trafic illicite de matières nucléaires représentent une menace grave pour la sécurité, qui doit être abordée par le biais d'un engagement mondial.

Dans ce cadre, nous devrions travailler à des approches détaillées qui se renforcent mutuellement, sur la base des conventions de l'AIEA et de l'ONU existantes, ainsi que sur d'autres instruments multilatéraux applicables. La résolution 1540 (2004) et son application efficace est ainsi d'une grande importance.

Dans ce contexte, je voudrais saisir cette occasion de dire que nous appuyons la résolution votée ce matin [résolution 1887 (2009)].

M. Shalgham (Jamahiriya arabe libyenne) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord exprimer la satisfaction de la délégation libyenne quant à l'initiative du Conseil d'organiser ce sommet et quant à la préparation par la délégation des États-Unis du projet de résolution que nous venons de voter [résolution 1887 (2009)].

Mon pays a pris une initiative historique lorsqu'il a volontairement mis fin à la fabrication de la bombe nucléaire qu'il était sur le point de produire. Ce faisant, il a grandement servi la cause de la paix et de la sécurité internationales. La décision s'est fondée sur notre conviction profonde que la paix pour l'humanité

entière doit avoir le pas sur des motivations nationales limitées. La Libye mérite les remerciements et la gratitude du monde entier. Elle doit être aidée à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Et, en récompense du grand service qu'elle a rendu à la paix et la sécurité internationales, la Libye mérite en outre un siège permanent au Conseil de sécurité.

Tous les pays ont le droit de développer leurs compétences pour utiliser l'énergie nucléaire et enrichir le combustible nucléaire – à des fins pacifiques uniquement. Il faut encourager les États à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Toutefois, le monde ne saurait accepter les essais de quelque pays que ce soit de produire des armes nucléaires.

Comme le frère dirigeant Moammar al-Qadhafi l'a déclaré hier devant l'Assemblée générale, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) doit inspecter tous les pays, notamment ceux qui possèdent des armes nucléaires. Son rôle ne doit pas être limité aux seuls États non dotés d'armes nucléaires si nous voulons que l'Agence soit un organisme international véritablement efficace. Mais, si son rôle se limite aux États non dotés d'armes nucléaires, l'Agence perdra son caractère mondial. Elle doit surveiller tous les États, sans exception.

Nous voulons que le Moyen-Orient soit une zone dénucléarisée, une vraie zone libre. Néanmoins, la centrale nucléaire israélienne de Dimona doit être inspectée. Israël ne peut rester au-dessus de la loi. L'AIEA doit avoir libre accès à Dimona. Autrement, tous les pays du Moyen-Orient diront : « Nous avons le droit de posséder des armes nucléaires; pourquoi seulement Israël? »

L'énergie nucléaire n'est qu'un autre type d'énergie, tout comme le pétrole et le gaz naturel. Comme l'a affirmé le Président Museveni, les pays qui ont besoin d'énergie doivent être aidés à utiliser cette importante source d'énergie, mais à des fins pacifiques uniquement. Dans le même temps, nous ne pouvons accepter une utilisation militaire de cette énergie, étant donné qu'il s'agit de l'arme la plus dangereuse pour l'humanité.

Pour terminer, nous appuyons le document présenté par le Mouvement des pays non alignés à ce sommet, et je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, pour votre initiative. Je voudrais exprimer notre gratitude envers la délégation des États-Unis pour

avoir préparé le projet de résolution que nous avons voté ce matin [résolution 1887 (2009)].

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, M. Mohamed ElBaradei, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité.

M. ElBaradei (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je vous remercie de m'avoir invité à m'exprimer à ce sommet opportun et qui, je l'espère, ouvrira des voies nouvelles. J'aimerais vous remercier, Monsieur, d'avoir pris cette courageuse initiative, qui fait renaître l'espoir d'un monde en paix avec lui-même et d'un système de sécurité équilibré, équitable et humain.

Je me limiterai à quelques problèmes clefs.

Premièrement, le régime de non-prolifération nucléaire mondial est fragile et possède de nombreux inconvénients. L'autorité juridique de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) est sérieusement limitée dans certains pays, du fait que nombre d'États n'ont pas conclu les accords requis avec l'Agence. Par conséquent, dans plus de 90 pays, ou bien l'Agence n'a aucune autorité en matière de vérification, ou bien celle-ci est inadaptée. Cela signifie que nous ne pouvons souvent pas vérifier si un pays est engagé dans des activités nucléaires clandestines. De plus, notre mandat en matière de vérification est centré sur les matières nucléaires. Si l'on veut que l'Agence réprime des activités visant à constituer éventuellement un arsenal nucléaire, on doit la doter de l'autorité juridique correspondante.

Le deuxième problème a trait au nombre grandissant de pays qui maîtrisent l'enrichissement de l'uranium et le retraitement du plutonium. Chacun de ces États peut développer des armes nucléaires sur une période de temps très courte si, par exemple, il décide de se retirer du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Pour lutter contre ce problème, j'estime que nous devons passer d'un contrôle national à un contrôle multinational du cycle du combustible nucléaire. J'ai proposé dans un premier temps de créer une banque d'uranium faiblement enrichi destinée à fournir aux États une réserve de combustible nucléaire pour leurs réacteurs afin qu'ils n'aient pas besoin d'avoir leur propre capacité d'enrichissement ou de traitement. Plusieurs propositions complémentaires ont également

été formulées à cet égard. Notre objectif final doit cependant être la multinationalisation complète du cycle du combustible alors que nous nous acheminons vers le désarmement nucléaire.

Un troisième problème est d'entourer les matières nucléaires et radioactives du plus haut niveau de sécurité. De mon point de vue, le risque qui pèse le plus lourdement sur le monde aujourd'hui est que des extrémistes ne s'emparent de ces matières. Plus de 200 cas de trafic illicite, de pertes ou de vols ont été signalés à l'AIEA l'année dernière. Et cela pourrait n'être que la pointe de l'iceberg. Nous devons redoubler d'efforts pour sécuriser les matières nucléaires et radioactives vulnérables. L'initiative du Conseil de sécuriser ces matières d'ici quatre ans ne pouvait pas mieux tomber.

Un quatrième problème est la nécessité de renforcer l'AIEA. Je me dois de souligner qu'au niveau de financement actuel, l'AIEA ne sera pas en mesure d'accomplir sa mission de vérification et de sécurité nucléaires. L'infrastructure de l'Agence est délabrée, et nous ne disposons pas de la technologie de pointe qui est essentielle aux vérifications modernes.

Un cinquième problème est que l'AIEA ne peut faire son travail si elle est isolée. Elle dépend d'un processus politique propice, dont le noyau est le Conseil de sécurité. Le Conseil doit élaborer un mécanisme de contrôle complet pour s'attaquer, d'une manière cohérente et systématique, aux cas de non-respect des obligations de garanties ou de pays qui se retirent du TNP. Ce mécanisme doit notamment donner à l'Agence un surcroît d'autorité dont elle pourrait avoir besoin pour traiter des cas particuliers.

Un sixième problème est que le Conseil de sécurité doit s'employer davantage à résoudre les problèmes d'insécurité qui sous-tendent de nombreux cas de prolifération, tels que les conflits endémiques, les déséquilibres en matière de sécurité et le manque de confiance.

Enfin, je constate avec gratitude que le désarmement nucléaire est revenu au premier rang des préoccupations internationales. Je voudrais remercier les « quatre cavaliers » – George Shultz, Henry

Kissinger, Sam Nunn et William Perry – pour le travail précurseur qu'ils ont accompli, la finesse politique dont ils ont fait montre et leur contribution afin de faire de cet environnement une réalité. Je suis également reconnaissant que soit reconnu le lien intrinsèque entre le désarmement nucléaire et la non prolifération, idée que vous, Monsieur le Président, avez exprimée à maintes reprises.

En démontrant leur attachement irréversible à réaliser un monde exempt d'armes nucléaires, les États dotés d'armes nucléaires peuvent grandement contribuer à la légitimité du régime de non-prolifération et acquérir l'autorité morale nécessaire pour engager le reste du monde à enrayer la prolifération de ces armes inhumaines.

Si nous voulons transformer les idées dont nous avons débattu aujourd'hui en actions, nous devons le faire dans un climat de confiance mutuelle, dont j'espère que ce sommet favorisera la création.

Le Président (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autre orateur sur ma liste.

Je tiens à remercier tous les participants pour les contributions qu'ils ont apportées à la présente séance. Je remercie particulièrement les chefs d'État et de gouvernement, le Secrétaire général et le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Les déclarations que nous avons entendues aujourd'hui affirment, à mon sens, notre adhésion à un objectif difficile mais réalisable.

Je me sens inspiré et encouragé par le sérieux dont vous avez tous fait preuve dans la façon dont vous avez abordé cette question. Je trouve extrêmement encourageante l'adoption unanime de la résolution. Les paroles à elles seules ne peuvent rien, mais ayant affirmé notre objectif établi, je ne doute pas qu'en faisant preuve d'application nous pourrions faire concrètement avancer ce processus et offrir à nos enfants et à nos petits enfants la paix à laquelle chacun d'entre nous aspire désespérément.

Je remercie une fois encore chacun d'entre vous de votre participation.

La séance est levée à 11 h 20.